

Ce qui frappe en effet dans la police des idées qui a été mise en place depuis quelques années en France, c'est son caractère *crypto-religieux*. Aux personnes qui énoncent des faits et arguments au sujet de l'immigration, des mœurs familiales et sexuelles, de l'école, de la sécurité, de la politique pénale, des politiques sociales, de la fiscalité, etc., n'allant pas dans le sens de l'orthodoxie régnante, on n'oppose pas d'autres faits ou d'autres arguments, mais une fin de non-recevoir. On ne veut pas discuter avec elles, on veut qu'elles disparaissent purement et simplement de l'espace public. On veut que la société soit purifiée de leur présence.

Ces prohibitions absolues rappellent certains traits caractéristiques des mentalités magico-religieuses. D'abord le curieux vocabulaire employé, inconsciemment emprunté aux fanatismes de jadis. Quand une thèse ou un mot non-conformes se profilent à l'horizon, il est de plus en plus fréquent qu'on se récrie sur les «relents» et l'odeur «nauséabonde» qui émaneraient d'eux (ce langage ridicule est couramment parlé aujourd'hui dans les milieux journalistiques). Or les fanatiques de jadis se plaignaient eux aussi des odeurs de soufre que répandaient les hérétiques et qui était censée émaner de l'ancre de Satan. C'est un langage d'exorcistes ! On ne peut qu'être frappé, ensuite, par l'imprécision foncière de ce même langage. On dira, par exemple, que les opinions incriminées «rappellent les heures les plus sombres de notre histoire». C'est une allusion, en général, aux événements de la Seconde Guerre mondiale. Mais les personnes qui tiennent ce langage seraient le plus souvent incapables de citer des faits ou des dates au sujet de ces «heures sombres», ou d'articuler le moindre raisonnement précis montrant qu'un lien quelconque existe entre les opinions en question et les crimes des nazis. D'une manière générale, la plupart des journalistes français d'aujourd'hui sont devenus aussi incapables qu'indésireux de discuter des problèmes sur le fond en gens instruits et raisonnables. Confrontés à une opinion hétérodoxe, ils ne savent, décidément, que dire des

mots et faire des gestes d'exorcisme, comme les bigots de jadis qui, à tout propos sentant le fagot, s'éloignaient précipitamment en se signant à grands gestes.

On dira que le rejet de l'immoralité est jusqu'à un certain point intuitif ou instinctif, et qu'on n'a pas toujours à raisonner par $a + b$ quand il s'agit de prohiber des comportements honteux. Sans doute, mais précisément la morale, au sens ordinaire du mot, n'a rien à voir dans ces affaires. Dire qu'une immigration massive et ne s'accompagnant pas d'intégration risque de dégrader le tissu social des sociétés européennes et donc de semer le malheur en Europe sans résoudre pour autant les problèmes du tiers-monde est vrai ou faux, mais c'est un propos de nature sociologique et politique qui n'est, de soi, ni moral ni immoral. Vouloir changer l'école pour y former à nouveau les scientifiques et experts dont le pays a besoin est peut-être une vaine espérance, mais ce n'est pas un crime honteux. S'interroger sur le développement psychologique des enfants qui auront été élevés par des couples homosexuels ne relève pas d'une intention perverse. Or, les discours de ce type sont bannis de l'espace public. Ils le sont par l'effet non d'une quelconque argumentation, mais de mouvements violents et irréflectifs.

Ces comportements qui ne sont ni rationnels ni moraux obéissent donc à une autre logique. On peut penser qu'ils relèvent des structures mentales typiques des sociétés pré-scientifiques et de ce que les anthropologues appellent les phénomènes de *tabou*, lesquels consistent à ne pas juger et hiérarchiser les idées selon le critère du vrai et du faux, mais selon celui du *pur* et de l'*impur*.

Par exemple, dans les sociétés musulmanes traditionnelles, on structure idées et comportements (et non pas seulement la nourriture) selon ce qui est *halal*, c'est-à-dire conforme et autorisé, et ce qui est *haram*, c'est-à-dire maudit et interdit. Ce partage constitue une norme rigide sanctionnée par de dures pénalités, alors qu'il n'y a rien en lui de rationnel. Nul ne pourrait dire

pourquoi ce qui est autorisé est autorisé, pourquoi ce qui est interdit est interdit ; ce qui en décide, c'est l'impénétrable volonté d'Allah telle que rapportée par le Coran et les traditions. Plus généralement, dans les sociétés où règne ce que Lévy-Bruhl a appelé les mentalités primitives, ce qui décide du licite et de l'illicite est la volonté des dieux et des ancêtres telle que rapportée par le mythe. Par exemple, on trouve dans la Bible des interdits étranges qui sont manifestement des reliquats de vieux mythes d'origine, comme l'interdiction de faire bouillir les chevreaux dans le lait de leur mère¹⁶ ou de manger dans un animal le nerf de la cuisse¹⁷. Ajoutons que cette irrationalité des structures de tabou s'accompagne de leur non universalité : étant donné que les normes et les tabous d'une société archaïque dépendent du mythe fondateur qui lui est propre, ils sont à la fois illégitimes, incompréhensibles et inapplicables pour les hommes d'une autre société.

Il se pourrait que la France moderne soit retombée dans des mentalités archaïques et irrationnelles relevant de cette logique. Les mythes de la nouvelle religion régnant en France ont en effet forgé des *tabous* bien spécifiques, liés à certains événements de notre histoire que cette religion considère comme fondateurs et qu'elle a donc mythifiés¹⁸, processus d'où résulte un certain réseau de valeurs transcendantes et d'interdits incompréhensibles par l'étranger.

Par exemple, la franc-maçonnerie est devenue un sujet *tabou* du simple fait qu'elle a été interdite par Vichy. Élever la moindre critique à son égard, dire que le principe de secret de son organisation et de ses réseaux peut comporter des aspects anti-démocratiques, ou même manifester à son endroit une curiosité

16 Ex. 23, 19 ; 34, 26 ; Deut. 14, 21.

17 Gen. 32, 33.

18 J'ai analysé ce processus, pour la période 1789-1945, dans mon ouvrage *Les deux Républiques françaises*, Paris, Presses universitaires de France, 2008 et 2010.

dépassant le convenu, devient, pour celui qui s'y risque, une sorte de signe d'appartenance satanique qui mérite le bûcher (alors qu'une étude approfondie de la franc-maçonnerie, de ses structures, de ses méthodes, de ses buts, de sa présence dans les partis de droite comme de gauche, les syndicats, la magistrature, la police, l'Éducation nationale, les autres ministères, les grandes entreprises publiques, etc., serait évidemment du plus haut intérêt pour une science politique qui se voudrait véritablement une science).

Autre exemple : pour contrôler l'immigration clandestine, certains parlementaires avaient suggéré, il y a quelques années, d'instituer des tests ADN permettant de vérifier la filiation des candidats au regroupement familial. Or, cette suggestion fut présentée dans les médias français comme ayant des relents « nau-séabonds », bien qu'il n'y eût dans cette mesure aucune violence ni aucune injustice à l'égard des étrangers de bonne foi et qu'elle eût été adoptée dans de nombreux pays parfaitement démocratiques d'Europe et d'Amérique du Nord. Mais le simple fait d'utiliser un paramètre biologique semblait rappeler les expériences médicales et les tests raciaux des nazis. Il ne les rappelait que sur un mode symbolique et par amalgame. Il n'y avait aucune analogie réelle, ni dans l'intention présidant à la mesure, ni dans ses modalités, entre le projet de loi français et les pratiques nazies des camps, mais cela suffisait à le classer comme *tabou*, interdit, détestable et honteux.

De même encore, quand se déclara l'épidémie de SIDA, on diabolisa ceux qui, du Front national à l'Église catholique, disaient que la première mesure à prendre était de limiter les rapports sexuels à des partenaires connus et légitimes. C'était peut-être là une réponse incomplète, ou inadaptée, ou même fautive, mais en quoi était-elle scélérate et méritait-elle les manifestations de haine hystérique dont elle fut l'objet ? L'explication la plus probable est qu'elle touchait à un autre *tabou*, celui de la libération

des mœurs et, en particulier, de la sexualité précoce des adolescents, dogmes essentiels de la nouvelle religion qui entend remplacer la famille traditionnelle, jugée fermée et égoïste, par l'unique grande famille sociale en incessante « recomposition » qui peuplera le Temple.

On pourrait multiplier les exemples. Beaucoup de questions sociales, en France, sont désormais réfractées, déformées, biaisées par ces filtres crypto-religieux. Les Allemands ou les Canadiens peuvent discuter de la question de savoir s'ils ont besoin ou non de travailleurs étrangers, et si oui, à quelles conditions, en quel nombre, avec quelles qualifications. En France, le simple fait de poser la question est « ignoble ». Les Suédois, les Hollandais ou les Suisses ont pu discuter de la question de savoir s'ils avaient trop de dépenses publiques et trop de fonctionnaires, répondre par l'affirmative et agir en conséquence. En France, le simple fait de poser la question fait de l'auteur du propos un « anti-républicain » suspect. Les socialistes espagnols et allemands ont pu, pour des raisons de justice et d'efficacité économique, supprimer l'impôt sur la fortune. En France, celui qui suggère une telle mesure passe pour un ennemi des pauvres et un personnage a-social qui ne mérite pas qu'on lui parle.

La régression d'une proportion non négligeable de la « classe parlante » française au stade mental des sociétés pré-civiques se marque par deux autres traits qui en sont inséparables : le rôle croissant de l'*imitation* moutonnaire, et le sacrifice rituel de *boucs émissaires*.

On a vu se généraliser en France un mode mimétique de diffusion des informations qui est typique des sociétés archaïques telles qu'analysées par René Girard. Je rappelle que, selon cet auteur, les sociétés archaïques ont pour lien social le mythe et les rites qui ne peuvent se mettre en place qu'à la faveur de l'unanimité obtenue par l'*imitation* ou *mimesis*. Dans ces sociétés, il n'y a pas de libertés individuelles, pas de pensée critique. Lorsque les

croances collectives sont en jeu, les individus n'ont pas le réflexe de chercher à penser par eux-mêmes et de se forger leur propre opinion en examinant la réalité objectivement, indépendamment du jugement des autres. Leurs idées sont le fruit de l'imitation craintive d'autrui. Chacun tire sa conviction au sujet du réel de la conviction des autres, lesquels doivent leur propre conviction à d'autres, etc., en un phénomène de contagion « horizontale » des croyances qui peut avoir un point de départ contingent, mais qui, une fois lancé le « précipité chimique » de la contagion mimétique, acquiert une solidité de roc, devient la Vérité même, de laquelle aucun individu ne pourra plus songer à s'écarter, alors même qu'elle n'a aucun fondement objectif.

Ce mode de diffusion de la vérité s'est étendu dans les médias français, devenus toujours plus moutonniers au fil des années récentes. Les journalistes, de moins en moins qualifiés et ayant de moins en moins de culture générale, ne savent que répéter ce qu'ils ont lu dans les dépêches de l'AFP, dans les documents que leur remettent les services de presse des ministères, et dans les articles écrits par leurs pairs ; ils ne font plus guère d'enquêtes personnelles sérieuses. Parfois, il est vrai, l'un d'entre eux se réveille, découvre par exemple qu'il n'y a pas eu à Timisoara le massacre qu'avaient prétendu les premières dépêches, et dans les jours suivants, après une valse-hésitation, le troupeau de moutons repart lentement dans l'autre sens, mais toujours en troupeau. En fait, ce que les journalistes veulent et dont ils se contentent, c'est que l'information, vraie ou fausse, soit conforme à l'idéologie à laquelle ils adhèrent et au triomphe de laquelle ils doivent leur emploi. Pourvu que l'AFP, *Libération* ou *Le Monde* aient donné l'*imprimatur* et le *nihil obstat*, ils répercuteront la nouvelle sans autre examen.

Les mêmes comportements se sont répandus aussi dans les milieux universitaires (ceci n'étant pas sans rapport, bien entendu, avec le fait que le niveau intellectuel des universitaires s'est lui-

même effondré dans bien des disciplines, étant donné la massification des universités et le recrutement politico-syndical qui y a prévalu sans partage depuis quelque quarante ans). Chaque fois qu'un propos jugé fautif par la nouvelle religion est dit ou écrit par quelqu'un, la rumeur du blasphème enfle. L'auteur est immédiatement condamné, et il l'est de plus en plus sévèrement par des gens qui savent de moins en moins de quoi il s'agit. Au bruit du tam-tam, de tous les coins de la brousse de courageux guerriers accourent et viennent se mêler aux danses sacrificielles, s'appêtant à transpercer de leurs lances ou à accabler de leurs jets de pierres celui dont on leur dit qu'il est coupable, mais de la supposée faute de qui ils ne savent rien de première main.

Les années récentes nous en ont fourni une foison d'exemples. J'en citerai un qui m'a particulièrement frappé (et peiné en tant qu'ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud). Un professeur d'histoire de l'ENS Lyon (ex-St-Cloud), Sylvain Gouguenheim, publia en mars 2008 un livre intitulé *Aristote au Mont Saint-Michel* où il étudiait les voies de transmission de la culture antique à la culture européenne médiévale. Il montrait que cette transmission n'a été ni d'abord ni seulement le fait des Arabes, mais a suivi aussi des voies directes, notamment le monastère bénédictin du Mont Saint-Michel, à une époque antérieure à la *Reconquista* et à la multiplication des contacts entre les mondes européen et musulman. Cette thèse était-elle vraie ou fausse ? Admettons, par principe, qu'elle pouvait comporter une part d'erreurs, d'approximations ou d'omissions. Tout ceci devait donc être débattu avec des arguments *pro et contra*, dans les revues savantes et autres enceintes académiques spécialisées. Au lieu de quoi, le livre fut l'objet d'une campagne de dénonciation et de haine absolument incroyable.

Une pétition fut lancée, visant à faire destituer Sylvain Gouguenheim de son poste de professeur à l'ENS, voire à le faire traîner devant les tribunaux en application des lois dont il

a été parlé plus haut (et à faire exclure du CNRS, par la même démarche épuratrice, le philosophe Roger-Pol Droit qui avait eu l'imprudente idée de faire paraître sur le livre, dans le journal *Le Monde*, un article non hostile). La preuve du caractère totalement irrationnel et anti-scientifique de ce phénomène collectif est que la pétition haineuse fut signée en quelques jours par des centaines de personnes dont il était impossible qu'elles eussent lu le livre, puisqu'elles ne pouvaient même l'avoir eu matériellement en mains dans un délai aussi court ! Il est donc indubitable qu'elles signèrent cette pétition par pure *mimésis*, parce qu'elles avaient reçu des courriers électroniques et des coups de téléphone disant que l'auteur «attaquait les Arabes» (ou quelque chose d'approchant), qu'il était donc «raciste» et méritait évidemment d'être exclu d'une institution publique dont ces fanatiques de gauche se croient aujourd'hui seuls propriétaires. Elles signèrent par contagion de haine à l'égard du diable qu'on leur désignait, et (les deux choses vont ensemble, comme l'a bien montré encore René Girard) par volonté apeurée de rester, quant à elles, bien intégrées au groupe des sacrificateurs, détenteurs du pouvoir universitaire et de ses mannes. Car dans ces phénomènes sacrificiels relevant des mentalités primitives, celui qui n'est pas *avec* est *contre*, et celui qui est contre s'expose à être sacrifié derechef sur le même bûcher que la première victime. Je pense d'ailleurs avec tristesse que certains au moins des jeunes doctorants et chargés de cours qui figurent parmi les signataires de cette sordide pétition l'ont signée moins par aveuglement que par décision réfléchie de hurler avec les loups afin de conserver une chance d'obtenir un jour un poste dans la confrérie. On entrevoit la génération de «savants» que cette indifférence à la vérité et cette accoutumance à la servilité nous préparent¹⁹.

19 Des phénomènes du même type se sont produits aux USA quand y fleurissait le mouvement dit du «Politically correct», et c'est bien pourquoi je disais au début de ce livre que la sourde résistance des corps sociaux à la pensée critique libre touche tout un ensemble de sociétés modernes, et pas seulement la France. Du moins, en Amérique, le pluralisme universitaire a-t-il permis que des contre-poisons se mettent

L'autre trait est que ces phénomènes de *mimésis* se produisent toujours aux dépens de *boucs émissaires*. Ce peuvent être les membres d'un parti politique, ou des journalistes ou des intellectuels isolés (dont certains, fort heureusement, parviennent tant bien que mal à se défendre, comme Alain Finkielkraut ou Éric Zemmour ou le très habile Renaud Camus). Mais ce sont le plus souvent des êtres sans défense, par exemple, dans des coins perdus de banlieue ou de province, ces victimes d'agressions multiples (propriétaires de maisons cambriolées à répétition ou de voitures volées, paysans dont on pille ou détruit le matériel agricole, victimes de dégradations, attaques, injures, coups et blessures, viols) qui, quand elles ont eu le malheur de résister à leurs agresseurs, ou de les désigner sans y mettre les circonlocutions désormais obligatoires, subissent les foudres de la justice et des médias mêlés, sont traitées de «racistes» et de «petits blancs», gardées à vue et humiliées cependant qu'on n'ose pas s'en prendre à leurs agresseurs. On peut dire qu'elles paient pour que puisse s'asseoir à Paris le pouvoir de la nouvelle cléricature, cette gauche bien-pensante qui se campe comme le camp du Bien face à ces hommes et femmes qu'elle présente comme les «salauds» d'aujourd'hui, et qui sont en réalité les victimes de la régression du droit dans notre pays.

en place. Le même pluralisme n'existe pas dans l'université française.